

Entretien avec Robert Barbault

Festival International du Film Ornithologique de Ménégoûte, le 29 octobre 2010

Propos recueillis par Michael Lahcen de Radio Accords pour Poitou-Charentes Nature.

Spécialiste reconnu de la biodiversité, il est professeur à l'Université Paris VI et dirige l'Institut fédératif d'écologie fondamentale et appliquée qui fédère huit équipes de recherche de l'Université et du Muséum National d'Histoire Naturelle. Membre du *Comité Écologie et Gestion du patrimoine Naturel* du Ministère de l'Écologie, il est aussi membre de l'UPMC et du CNRS, et directeur du *Département Écologie et Gestion de la Biodiversité* du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) de Paris. Il est membre du Conseil Supérieur du Patrimoine Naturel et de la Biodiversité (CSPNB) depuis 2005

Il est également directeur de l'École Doctorale *Diversité du Vivant* et correspondant et président du Comité Français du Programme *Man and Biosphère* (MAB) ou l'Homme et la Biosphère de l'UNESCO, et il préside le Conseil Scientifique du Cemagref après avoir été Directeur scientifique adjoint du *Département des Sciences de la Vie* du CNRS.

Spécialiste de la biologie des populations et de l'écologie, en particulier sur la dynamique des populations de vertébrés et l'organisation des peuplements. C'est un des pionniers en France de l'approche systémique de la biodiversité, avec une volonté d'application en matière de *Biologie de la conservation*.

- Robert Barbault bonjour, nous sommes au Festival International du Film Ornithologique de Ménégoûte, vous êtes intervenu lors d'une conférence organisée par la Région Poitou-Charentes sur une question liée à la biodiversité et notamment sur les espaces dits de protection

La notion d'espace est selon vous au cœur des problématiques de biodiversité.

Robert Barbault : Tout à fait, puisque pour que les espèces puissent se développer, il faut qu'elles maintiennent des populations suffisamment nombreuses et donc, plus elles sont de grande taille et plus il leur faut de l'espace. Le problème d'ailleurs de la sauvegarde de la biodiversité est lié au fait que nous aussi, comme espèce, nous avons besoin de beaucoup d'espace pour nos activités.

- Cette notion d'espace protégé a évolué au cours du temps, notre positionnement vis-à-vis de la nature a évolué.

On est passé d'abord, dans une première phase, de l'idée que, comme l'homme était facteur de destruction de la nature il fallait l'exclure des zones de protection et donc la protection de la nature nécessitait d'interdire l'accès voire d'exclure les populations.

Dans une seconde phase, on s'est dit qu'il fallait impliquer les populations qui ont le droit de développer leurs activités dans les processus de conservation et qu'il faut coopérer avec la nature. C'est toute la phase actuelle avec la mise en place d'espaces protégés où l'on s'efforce de conserver la biodiversité, tout en maintenant la possibilité d'un développement durable pour les populations humaines qui ont le droit de vivre dans les espaces qu'elles occupent.

- Vous avez évoqué l'idée d'une vision esthétique, d'une vision économique et utilitariste des espaces et aujourd'hui avec des connaissances scientifiques qui s'ajoutent, une vision plus écologiste qui vise peut-être à associer les deux premières visions : On continue de conserver une nature belle et utile, mais durablement ?

La vision écologique, précisément, permet de réconcilier le point de vue esthétique - sauvegarder une belle nature - et en même temps se dire, dans cette belle nature il y a une espèce intéressante qui est la nôtre. Simplement, il faut trouver un bon équilibre pour que les uns et les autres puissent se développer de façon durable.

- À ces différentes visions correspondent des stratégies multiples, les États sont d'ailleurs réunis à ce propos à Nagoya. Mais il y a encore des difficultés car il faut faire évoluer les pensées. N'est-il pas trop tard pour mettre en place des actions, va t-on y arriver à temps ?

De nombreuses actions sont menées, en régions en France, cela veut dire que c'est possible. Pour autant ce n'est pas facile et le combat n'est pas gagné d'avance, mais quand même, il y a une évolution des idées, les populations sont de plus en plus convaincues que des beaux paysages, que les oiseaux, les plantes qui nous entourent font partie de la vie et de notre qualité de vie. Dès lors que c'est tout de même compatible d'avoir des activités de

développement au sens social et économique du terme et des activités de conservation de la nature, je ne vois pas pourquoi, progressivement, il n'y aurait pas une convergence vers cet objectif.

- Selon vous, l'humain doit être intégré dans les démarches de protection de la nature, on ne doit pas l'exclure comme cela a été le cas dans les premiers parcs nationaux. Est-ce que vous pouvez développer cette idée ? En quoi est-ce important de considérer l'humain comme un élément de la biodiversité ?

Je dirais que l'humain c'est important de le prendre en compte dans les stratégies de conservation de la nature, mais je dirais tout aussi bien c'est important aussi de considérer l'humain dans les stratégies économiques. Car si on y regarde de près, le problème du développement économique actuel, qui n'est pas durable, c'est que précisément lui non plus ne prend pas en compte l'intérêt de l'humain. Donc finalement, il y a là convergence d'intérêts. C'est-à-dire, s'intéresser à la nature d'un point de vue humain, c'est dire attendez, mais l'économie aussi est à notre service, nous humains.

Il faut réintroduire l'humain dans cette considération-là.

- Vous avez également insisté sur le fait qu'il fallait donner de larges espaces à la biodiversité et non pas des îlots, car cela limitait les chances de maintien dans le temps de la biodiversité.

Oui, est c'est la difficulté, car si l'objectif est de conserver le maximum de diversité, c'est simple, il suffit de conserver des espaces très vastes et diversifiés. Mais, le problème c'est qu'il faut aussi développer les cultures, il faut aussi faire des routes, il faut aussi laisser passer les chemins de fer et donc il faut trouver des formes de compromis.

C'est un peu la stratégie mise en oeuvre dans les parcs naturels régionaux et que les parcs nationaux s'efforcent de mettre en place : des zones intégralement protégées et puis des zones-tampons ou des zones intermédiaires où l'on essaye de tenir les deux objectifs. La trame verte et bleue dont on parle actuellement et qui se développe, consiste à essayer de mettre en place des couloirs, des corridors qui permettent à la faune et à la flore de se déplacer entre les zones protégées, elle est une sorte de compromis pour maintenir un maximum de déploiement de la biodiversité et son évolution future avec, dans le même temps, une sauvegarde de nos propres intérêts d'espèce Homo sapiens qui doit aussi se maintenir.

- Vous soulignez le fait qu'il est plus important de mettre en place des politiques qui visent à faire évoluer les pensées plutôt que des mesures d'autorité.

C'est un point auquel je crois et qui est fondamental. Quand on a un problème qui est causé par un mode de pensée ou de représentation du monde, il est clair que si l'on veut résoudre les problèmes, il faut changer les modes de représentation. Je ne suis pas le premier à le dire, Einstein l'a dit très clairement. Actuellement, on a du mal à faire cette reconversion des modes de pensée car on a cette vision assez uniforme : "bah, de toute façon on ne peut pas faire autrement, ce sont les lois de l'économie qui priment !" Quand on y regarde de plus près, les lois de l'économie, ce sont les lois de l'économie financière, la crise de 2008 qui continue, c'est exactement cela. Mais les lois de l'économie financière n'existent pas ailleurs que dans la tête de ceux qui en tirent des bénéfices.

Les vraies lois sont celles du fonctionnement de la biosphère, ce sont celles-là que l'on doit respecter et l'économie doit être au service des sociétés humaines pour respecter ces lois de la biosphère et faire en sorte que l'on ait une capacité de développement durable.

Donc c'est un renversement de pensée qui est fondamental. C'est ce qui se joue depuis que l'on parle de développement durable, mais on a du mal à faire accoucher de ce renversement de pensée car il n'y a rien de plus difficile que de faire changer des habitudes. nous avons été éduqués et nous avons évolué dans la perspective d'être des consommateurs pour augmenter le profit de certains. Aujourd'hui, dans la consommation, il y a un certain plaisir et ce n'est pas évident à l'échelle du citoyen comme de celle de certains lobbys qui ont des intérêts privilégiés de renverser les choses, de voir les choses sous un autre angle.

Mais en même temps, c'est un défi qui est extrêmement stimulant quand on est une espèce Humaine.

- Revenons sur ce concept de réserve de biosphère. C'est un concept partagé par de nombreux pays dans le cadre d'une politique internationale menée par l'UNESCO. D'une part cela permet la concertation entre les pays et d'autre part, la participation des acteurs locaux pour permettre de faire évoluer les pensées et ainsi trouver des points communs pour la protection de la biodiversité malgré des intérêts et attentes de départ divergents.

Ce concept de réserve de biosphère et le programme qui l'a mis en place à la fin des années 60 et au tout début des années 70, résultaient d'une analyse qui avait été faite par les écologues de l'époque qui avaient mené un grand programme international sur l'analyse du fonctionnement des écosystèmes du monde entier. Ils s'étaient aperçus

qu'ils ne prenaient pas en compte les populations humaines. Partant du principe que les hommes ont le droit de vivre dans les milieux qu'ils occupent, une conférence de la biosphère a été organisée par l'UNESCO. Ce qui a débouché sur le programme "l'homme et la biosphère" qui a proposé de créer ou d'aider à créer ce qu'ils ont appelé des "réserves de biosphère".

Ce sont des projets de développement à l'échelle d'un territoire, d'une région. Ces projets sont proposés par les populations concernées. Ce n'est pas un diktat qui vient d'en haut, on ne dit pas "vous devez faire un parc national". C'est une initiative populaire autour d'une envie de conservation du patrimoine naturel et culturel afin de conserver la beauté des paysages tout en ayant une activité sociale et économique qui se développe. La définition d'un projet commun permet de s'organiser pour sauvegarde des zones afin de protéger au maximum le patrimoine naturel et culturel, des zones-tampons où les activités sont développées mais en sauvegardant autant qu'il est possible la nature ou la biodiversité et enfin des zones périphériques beaucoup plus libres.

Les réserves de biosphère sont donc des projets qui sont construits avec à la fois un objectif de développement durable, un objectif de conservation des patrimoines naturels et culturels et un objectif d'éducation, de formation et de recherche. Ces réserves sont ensuite associées en réseaux, il y a par exemple un réseau national en France qui regroupe 10 réserves de biosphère. Il y a un réseau européen qui inclut les États-Unis et le Canada. Mais il y a aussi un réseau mondial, avec des possibilités d'échanges d'expériences car finalement, une réserve de biosphère est un lieu d'expérimentation du développement durable à l'échelle régionale. Ce n'est pas de la théorie, les acteurs doivent surmonter les difficultés rencontrées en se mettant autour d'une table au sein d'une structure de gestion qui regroupe : les chasseurs, les pêcheurs, les cultivateurs, les scientifiques, les industriels discutent ensemble.

C'est à mon avis, la seule façon de progresser à la fois à l'échelle régionale avec des gens qui se connaissent, mais aussi au travers d'échanges à l'échelle nationale ou à l'échelle régionale au sens large (Europe, Afrique, Amérique, Asie) puis au niveau mondial.

A une époque où l'on a une mondialisation de tout, il est intéressant de mondialiser aussi l'idée de gestion durable de nos richesses naturelles et culturelles pour un développement durable et de le partager à l'échelle du monde.

- Donc une approche plus pragmatique que purement théorique. Pour rester très pragmatiques, certains ont essayé de chiffrer les apports de la biodiversité afin de les intégrer dans les calculs financiers. Vous avez montré, non pas un rejet, mais une certaine méfiance vis-à-vis de ce type d'approche.

Pourquoi y-a-t-il actuellement un problème pour la conservation de la nature ? C'est parce qu'il a un type d'organisation économique qui correspond à un type de vision du monde. C'est la course à la dévalorisation : ça n'existe pas, ça n'entre pas dans les circuits économiques. Donc on se dit que pour changer, on va essayer de le faire entrer.

J'admets que cela n'est pas une démarche inintéressante, mais on ne remet pas en cause la représentation du monde, et je doute que cela suffise.

En revanche, je pense tout de même qu'il faut le faire, car à partir du moment où de vrais économistes se penchent sur la question afin d'évaluer les services rendus par la biodiversité, ils se rendent compte que c'est hyper complexe, que cela fait des tas de choses extrêmement importantes pour le fonctionnement des sociétés humaines. Petit à petit ils vont donc évoluer, l'économie va se transformer après s'être égarée vers uniquement une dimension financière. Car à l'origine de l'économie il y avait aussi de la philosophie et de la morale. Les premiers économistes du début du XVIIIe donnaient une place importante au social. Nous sommes actuellement face à une dérive où seul le PIB est une valeur au dépend du reste qui est oublié.

Donc grâce à la biodiversité, l'implication des économistes dans une évaluation des services rendus par la nature va faire que l'économie va rester d'elle-même une vision élargie du monde. C'est ce qui va permettre une reconversion des pensées qui me paraît essentielle.

- Robert Barbault, merci.